

Règlement du cycle d'orientation (RCO)

C 1 10.26

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève,
vu le concordat intercantonal sur la coordination scolaire, du 29 octobre 1970;
vu l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire, du 14 juin 2007;
vu la loi sur l'instruction publique, du 6 novembre 1940 (ci-après : la loi sur l'instruction publique);
vu le règlement de l'enseignement secondaire, du 14 octobre 1998,
arrête :

Chapitre I Objectifs du cycle d'orientation

Art. 1 Objectifs généraux

¹ Le cycle d'orientation regroupe les années 9, 10 et 11 de la scolarité obligatoire. Il représente le degré secondaire I.

² Il dispense un enseignement de culture générale et vise à développer l'ouverture d'esprit, la faculté de discernement, l'autonomie, la solidarité, toutes compétences qui contribuent à l'éducation citoyenne. A l'articulation entre l'école primaire et le degré secondaire II, il assure un équilibre dans le développement des différentes aptitudes (intellectuelles, manuelles, physiques et artistiques) des adolescentes et des adolescents, qui leur permet de trouver du sens dans leurs apprentissages et leur donne progressivement les éléments de choix pour leur parcours de formation.

Art. 2 Expérience et innovation pédagogique

¹ Pour prendre en compte les transformations sociales, l'évolution des savoirs et les progrès scientifiques, notamment dans les domaines de la didactique et de la pédagogie, le cycle d'orientation encourage l'expérience et l'innovation pédagogique. L'expérience est limitée dans le temps et l'espace. L'innovation est durable et généralisée, à des degrés divers.

² Un projet d'expérience ou d'innovation pédagogique doit faire l'objet d'une information aux parents et aux élèves. Il peut être proposé notamment :

- a) par la direction générale du cycle d'orientation (ci-après : la direction générale) en concertation avec les partenaires concernés;
- b) par la direction d'un collège, en accord avec la direction générale, après concertation en son sein sous forme d'un projet d'établissement et dans les limites des plans d'études.

³ Toute expérience ou innovation pédagogique fait l'objet d'une évaluation.

⁴ Lorsqu'un projet d'expérience ou d'innovation pédagogique déroge aux dispositions réglementaires, l'accord préalable du Conseil d'Etat est requis. Ce dernier fixe par règlement le but, le contenu, le champ d'application, la durée ainsi que les modalités et le contenu de l'évaluation du projet.

Chapitre II Direction du cycle d'orientation

Art. 3 Direction générale

¹ Le cycle d'orientation est un ensemble d'établissements dont la direction générale est confiée à une directrice ou un directeur général, assisté de directrices ou de directeurs responsables des services.

² La direction générale exerce la responsabilité de la coordination et du contrôle, principalement dans les domaines suivants :

- a) politique d'engagement du corps enseignant et du personnel administratif et technique;
- b) formation pédagogique initiale et continue du corps enseignant;
- c) planification des constructions scolaires;
- d) budget de fonctionnement et d'équipement;
- e) plans d'études, programmes, méthodes et moyens d'enseignement;
- f) évaluation du système de formation;
- g) évaluation des personnels;
- h) évaluation du travail des élèves.

Art. 4 Direction d'établissement

Chaque établissement est placé sous la responsabilité d'une directrice ou d'un directeur, assisté de doyennes ou doyens, dont la mission est définie dans le règlement de l'enseignement secondaire, du 14 octobre 1998.

Art. 5 Conseil de direction

¹ Les directrices et les directeurs de collège sont réunis en conseil de direction sous la présidence de la directrice ou du directeur général.

² Le conseil de direction préavise toutes les questions qui lui sont soumises par la direction générale et émet des propositions concernant le

fonctionnement et l'évolution de l'école, notamment dans les domaines de l'enseignement, des programmes, des manuels, des méthodes et de l'administration.

Chapitre III Corps enseignant

Art. 6 Statut et missions de la maîtresse ou du maître

¹ Le statut des maîtresses et des maîtres du cycle d'orientation est défini au chapitre III du titre V de la loi sur l'instruction publique, et au titre IV de la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat, du pouvoir judiciaire et des établissements hospitaliers, du 21 décembre 1973, ainsi qu'au règlement fixant le statut des membres du corps enseignant primaire, secondaire et tertiaire ne relevant pas des hautes écoles, du 12 juin 2002.⁽⁵⁾

² La maîtresse ou le maître est responsable de l'enseignement qui lui est confié. Elle ou il doit participer à l'éducation des élèves. Elle ou il applique les prescriptions légales et réglementaires. A cette fin, elle ou il reçoit des autorités scolaires les moyens nécessaires pour approfondir ses connaissances, notamment dans le cadre de la formation continue.

³ Dans le cadre des dispositions fédérales et intercantonales, elle ou il participe à l'établissement des plans d'études avec les collègues de sa discipline.

⁴ Elle ou il est tenu de suivre les plans d'études et de se conformer aux instructions pédagogiques et administratives qu'elle ou il reçoit de la direction de l'école, ainsi qu'à son cahier des charges.

Art. 7 Responsabilité de la maîtresse ou du maître de classe ou de groupe

¹ La maîtresse ou le maître de classe ou de groupe veille à la bonne marche de sa classe ou de son groupe.

² Cette responsabilité exige d'elle ou de lui notamment :

- a) une conception globale de la vie et de l'organisation de sa classe;
- b) la connaissance de la situation particulière de ses élèves, qu'elle ou il aide à surmonter les difficultés rencontrées dans leurs études et dont elle ou il apprécie d'une manière continue l'évolution scolaire.

³ Cette responsabilité est assumée :

- a) en liaison régulière avec la direction, ses collègues et les parents de ses élèves;
- b) en collaboration avec les spécialistes attachés et/ou détachés auprès de l'établissement scolaire.

⁴ Des dispositions particulières figurent dans le cahier des charges.

⁵ La maîtresse ou le maître de classe ou de groupe est toujours informé des décisions relatives à ses élèves. Elle ou il est consulté préalablement lorsqu'il s'agit de décisions importantes.

Art. 8 Conférence des maîtres

¹ Plusieurs fois dans l'année scolaire, les enseignantes et les enseignants d'un établissement sont réunis en conférence des maîtres par la directrice ou le directeur qui les renseigne sur la vie générale de l'école. A cette occasion, elles ou ils peuvent donner leur avis.

² La présence des maîtresses et des maîtres à cette conférence est obligatoire.

Art. 9 Assemblée des maîtres

Les maîtresses et les maîtres d'un collège peuvent se réunir 3 fois par an en assemblée de maîtres pendant l'horaire scolaire, selon des modalités définies dans le règlement interne du cycle d'orientation.

Art. 10 Groupes d'études

¹ Pour tout le cycle d'orientation, les maîtresses et les maîtres d'une même discipline ou d'un même ensemble de disciplines forment un groupe dont la présidence est élue par l'ensemble des maîtresses ou maîtres concernés. La direction générale fixe les critères d'éligibilité.

² Dans chaque établissement du cycle d'orientation, les enseignantes et les enseignants d'une même discipline ou d'un groupe de disciplines élisent une représentante ou un représentant de discipline du collège. Elle ou il participe aux réunions convoquées par la présidence du groupe et relaie les intentions du groupe auprès de ses collègues. En lien étroit avec la direction du collège, elle ou il développe les actions nécessaires à l'évolution de sa discipline. La directrice ou le directeur peut réunir une assemblée des représentantes et des représentants de discipline du collège.

³ La présidence de groupe réunit les représentantes et les représentants de discipline du collège ou des commissions désignées dans ce groupe, ou l'ensemble des maîtresses et maîtres de la discipline pour discuter des questions qui lui sont soumises par la direction générale ou pour étudier spontanément toute question touchant à la discipline concernée.

⁴ Les groupes peuvent être appelés à préavis des questions touchant à l'enseignement, aux plans d'études, aux méthodes et aux moyens d'enseignement. En collaboration avec la direction générale, les groupes sont

chargés de définir les modalités de l'évaluation commune dans les disciplines concernées et de l'élaboration des tests et des épreuves.

⁵ Les présidences de groupe peuvent se réunir en conférence pour examiner les problèmes concernant une ou plusieurs disciplines.

⁶ Le mode de désignation et le cahier des charges de la présidence de la conférence, des présidences de groupe et des représentantes et représentants de discipline du collège sont définis dans le règlement interne du cycle d'orientation.

Art. 11 Conseil paritaire

Dans chaque collège du cycle d'orientation peut être créé un conseil paritaire. Il réunit, sous la présidence de la directrice ou du directeur, les représentantes ou les représentants du conseil de direction du collège et les représentantes ou les représentants élus du corps enseignant, en nombre égal, directrice ou directeur non compris.

Art. 12 Association des maîtres

Les associations représentatives des maîtresses ou maîtres et les directions s'informent et se consultent sur les questions qui les concernent. Les modalités de diffusion de l'information syndicale sont régies par l'article 18 du règlement fixant le statut des membres du corps enseignant primaire, secondaire et tertiaire ne relevant pas des hautes écoles, du 12 juin 2002.

Chapitre IV Participation des élèves et des parents

Art. 13 Collaboration

Les parents ou représentants légaux et l'école doivent collaborer à l'éducation et à l'instruction des enfants. La famille aide l'école dans sa tâche pédagogique et l'école complète l'action éducative de la famille.

Art. 14 Elèves

¹ Afin d'assurer des conditions favorables à la bonne marche de l'école et de développer les sens communautaire et civique de la jeunesse, les élèves sont informés sur la vie générale de l'école, et possibilité leur est donnée d'exprimer leur avis.

² Les domaines et les modalités de participation sont définis dans chaque établissement. La participation peut s'exercer au sein de la classe et/ou de l'établissement.

Art. 15 Parents

¹ L'école et les parents ou représentants légaux entretiennent des relations étroites. Le contact est assuré notamment par :

- a) une information écrite régulière (carnet de l'élève, circulaires, etc.);
- b) des entretiens individuels, demandés par l'école, la famille ou les représentants légaux, avec les maîtresses et les maîtres de classe et les autres maîtresses et maîtres, les directions, les conseillères et les conseillers sociaux, les infirmières et les infirmiers, les psychologues, les conseillères et les conseillers d'orientation;
- c) des réunions de parents;
- d) des entretiens avec les associations de parents.

² Il incombe à l'école de communiquer régulièrement et rapidement aux parents les informations concernant les résultats du travail, les mesures d'orientation, le comportement et la fréquentation des cours en vue de favoriser la recherche de solutions. Il incombe aux parents ou représentants légaux de s'assurer qu'ils reçoivent régulièrement les informations.

³ Les associations de parents sont informées et consultées par les directions des établissements au sujet des problèmes concernant l'enseignement et la vie de l'école. De leur côté, elles peuvent exprimer leur avis et demander des informations générales.

Chapitre V Obligations scolaires

Art. 16 Principe général

L'instruction est obligatoire et gratuite aux termes des articles 9 à 13 de la loi sur l'instruction publique.

Art. 17 Livrets scolaires

¹ Le suivi de la scolarité obligatoire est consigné dans le livret de scolarité obligatoire.

² L'état civil de l'enfant, ses changements de domicile, ses transferts au cours de la scolarité et les résultats de l'évaluation de son travail sont consignés dans ce livret.

³ Le livret contient en outre une attestation de fin de scolarité obligatoire.

⁴ Le bulletin scolaire annuel détaille les résultats par période et fait également état de l'évaluation du comportement de l'élève.

Art. 18 Scolarisation des enfants

¹ Les enfants en âge de scolarité obligatoire doivent suivre une instruction au sens de l'article 9 de la loi sur l'instruction publique dès le premier jour de l'année scolaire ou dans la semaine qui suit leur arrivée à Genève.

² Les enfants qui se présentent pour la première fois à l'école sont placés en principe dans le degré et le type de classe qui correspondent à leur âge et à leur niveau de formation antérieur. Des épreuves pédagogiques, des tests de raisonnement et/ou un temps d'essai peuvent leur être imposés.

Art. 19 Dispenses d'âge

Les modalités d'octroi des dispenses sont fixées par le règlement relatif aux dispenses d'âge, du 12 juin 1974.

Chapitre VI Organisation

Art. 20 Regroupements et sections

¹ La 9^e année est organisée en 3 regroupements d'élèves, appelés regroupement 1, regroupement 2, regroupement 3. Les élèves y sont admis en fonction de leurs acquis à l'issue de l'enseignement primaire. Ces regroupements visent à l'atteinte des niveaux d'attente définis pour chaque discipline.

² Les 10^e et 11^e années sont organisées en sections. Les élèves y ont accès en fonction de leurs choix d'orientation et des résultats obtenus à la fin de leur 9^e ou de leur 10^e année. Ces 2 années comprennent les sections suivantes :

- a) communication et technologie (CT) : orientation certificats fédéraux de capacité, hormis celui de commerce à plein temps, maturité professionnelle après obtention du certificat fédéral de capacité, attestation fédérale de formation professionnelle;
- b) langues vivantes et communication (LC) : orientation certificat de culture générale et maturité spécialisée; tous certificats fédéraux de capacité en dual ou à plein temps et maturité professionnelle après obtention du certificat fédéral de capacité;
- c) littéraire-scientifique (LS) avec profil latin ou langues vivantes ou sciences : orientation maturité gymnasiale; maturité professionnelle intégrée; certificat de culture générale et maturité spécialisée; tous certificats fédéraux de capacité en dual ou à plein temps et maturité professionnelle après obtention du certificat fédéral de capacité.

Art. 21 Organisation pédagogique

¹ L'enseignement dispensé dans les trois années, quel que soit le regroupement ou la section, exige de tous les élèves qu'ils soient progressivement capables d'effectuer des apprentissages complexes et exigeants tels que définis dans le plan d'études .

² Pour faciliter les réorientations au cours et à l'issue de la 9^e année, les mêmes disciplines y sont enseignées à tous les élèves. Les niveaux d'attente ainsi que les dotations horaires peuvent toutefois varier d'un regroupement à l'autre.

³ L'enseignement dispensé dans les années 10 et 11 se répartit entre des disciplines communes à toutes les sections et des disciplines qui caractérisent la section et/ou le profil. Ces disciplines peuvent être spécifiques ou constituer un approfondissement de disciplines communes.

⁴ Les disciplines principales, reconnues comme fondamentales dans l'apprentissage des élèves et dont les notes interviennent spécifiquement dans les conditions de promotion, sont le français, les mathématiques et l'allemand pour tous les élèves. Dans les années 10 et 11, une quatrième note figure dans les disciplines principales et caractérise la section et/ou le profil.

⁵ Les niveaux d'attente de chaque discipline sont déterminés pour chaque regroupement et section, sur la base des objectifs d'apprentissage, des progressions et des attentes fondamentales énoncés dans le plan d'études.

Art. 22 Classes répondant à des besoins pédagogiques spécifiques

¹ Les classes d'accueil reçoivent des élèves non francophones, afin qu'ils acquièrent les connaissances suffisantes pour intégrer dans les meilleurs délais une classe ordinaire du cycle d'orientation. Les élèves bénéficient d'un programme spécifique.

² Les classes « sport et art » reçoivent en fonction des places disponibles des élèves dont les performances sportives ou les potentialités artistiques sont attestées par des organismes officiels reconnus par l'Etat de Genève et qui ont besoin d'un aménagement horaire leur permettant de pratiquer leur sport ou leur art. Les programmes correspondent à ceux des classes ordinaires.

³ Les classes-atelier reçoivent les élèves en grande difficulté scolaire qui accomplissent la dernière année de leur scolarité obligatoire et ont besoin d'un programme spécifique et d'un encadrement approprié pour compléter leur bagage scolaire en lien avec un projet professionnel.

Art. 23 Elèves à besoins éducatifs particuliers ou handicapés

¹ En présence de besoins particuliers, des élèves en situation de handicap bénéficient de soutiens spécifiques et d'aménagements temporaires ou durables leur permettant de viser les mêmes objectifs scolaires que leurs camarades. Ces aménagements peuvent selon les cas toucher l'organisation de la semaine scolaire, la mise à disposition de moyens auxiliaires ou les modalités de passation de certains examens.

² Les parents ou représentants légaux sont associés aux démarches de l'école pour assurer le meilleur encadrement possible et informés par écrit des modalités. Le bulletin scolaire mentionne les éventuels aménagements qui touchent à la valeur de la certification.

Art. 24 Effectifs des classes

¹ Les effectifs des classes tiennent compte des besoins pédagogiques des élèves et de la différenciation de l'enseignement nécessaire dans certaines classes.

² Afin de permettre les réorientations en cours d'année et l'insertion dans les classes ordinaires des élèves issus des classes d'accueil, les effectifs moyens des classes ordinaires doivent être maintenus quelques unités en dessous des maxima pendant tout le processus de constitution des classes, avec une attention particulière à la 9^e année, dans les regroupements 2 et surtout 3.

³ En cours d'année, les effectifs moyens des classes d'un établissement ne doivent, en principe, pas dépasser les maxima suivants :

- a) classes-atelier et classes d'accueil : 12 élèves;
- b) regroupement 1 et section CT : 14 élèves;
- c) regroupement 2 et section LC : 18 élèves;
- d) regroupement 3 et section LS : 24 élèves;
- e) classes sport et art : 20 élèves.

Chapitre VII Admission et inscription

Art. 25 Elèves admis au cycle d'orientation

¹ Sont admis au cycle d'orientation :

- a) les élèves domiciliés dans le canton;
- b) les élèves genevois quel que soit leur domicile;
- c) les élèves habitant en France voisine dont l'un des parents au moins est assujetti à Genève à l'impôt sur le revenu de l'activité rémunérée qu'il exerce de manière permanente dans le canton.

² L'admission des élèves qui ne sont pas issus d'une école publique genevoise doit être demandée auprès de la direction générale qui statue.

³ Les inscriptions des élèves sont effectuées par les directions des établissements.

Art. 26 Taxe scolaire

Les élèves qui remplissent les conditions de l'article 25, alinéa 1, bénéficient de la gratuité de la formation.

Art. 27 Assurances

Les enfants domiciliés dans le canton et qui fréquentent le cycle d'orientation doivent être assurés pour les soins en cas de maladie auprès d'un assureur autorisé par l'Office fédéral des assurances sociales à pratiquer l'assurance-maladie sociale conformément à la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994.

Art. 28 Bases de données

¹ Tout changement de nom, de prénom, de nationalité, de même que tout changement d'adresse ou de répondant, doit être signalé sans délai à la maîtresse ou au maître de classe ou au secrétariat de l'école.

² Les parents ou représentants légaux fournissent les renseignements administratifs précis et actuels permettant notamment à l'école de les joindre lorsque cela est nécessaire.

Art. 29 Admission en 9^e

¹ Les élèves promus de l'enseignement primaire sont répartis dans les 3 regroupements de 9^e en fonction de leurs résultats dans les disciplines de passage.

² Les disciplines de passage sont le français I (communication), le français II (grammaire, vocabulaire, conjugaison, orthographe) et les mathématiques.

³ Les normes d'accès aux 3 regroupements sont les suivantes:

- a) accèdent au regroupement 1 les élèves qui ont obtenu une note égale ou supérieure à 3,0 dans chacune des disciplines de passage;
- b) accèdent au regroupement 2 les élèves qui ont obtenu un total minimal de 11,5 avec chacune des 3 notes de passage égale ou supérieure à 3,5;
- c) accèdent au regroupement 3 les élèves qui ont obtenu un total minimal de 14,0 avec chacune des 3 notes de passage égale ou supérieure à 4,0.

Art. 30 Admissions particulières

¹ L'admission au cycle d'orientation des élèves qui n'ont pas obtenu au moins la note de 3,0 dans l'une des 3 disciplines de passage à l'issue de

l'enseignement primaire est examinée de cas en cas par le cycle d'orientation en concertation avec l'enseignement primaire et l'office médico-pédagogique (enseignement spécialisé) pour envisager la scolarisation la plus adéquate, qui doit tenir compte notamment des éléments suivants :

- a) les résultats annuels, les évaluations communes;
- b) la situation de l'élève, sa progression, l'avis de ses parents ou de ses représentants légaux;
- c) les informations fournies par l'enseignement primaire;
- d) les tests de raisonnement ou autres évaluations de compétences.

² En cas d'admission au cycle d'orientation, la direction qui statue fixe les mesures d'accompagnement scolaire nécessaires.

Art. 31 Elèves non francophones

¹ Les élèves non francophones inscrits à leur arrivée à Genève au cycle d'orientation et ceux inscrits dans l'enseignement primaire et qui bénéficient encore, à la fin du cycle moyen, de mesures particulières de soutien peuvent faire l'objet d'une admission en classe d'accueil aux conditions fixées par la direction générale.

² Dès leur intégration dans une classe ordinaire du cycle d'orientation, les élèves issus de classe d'accueil sont évalués comme les autres. Pendant les 2 années qui suivent l'entrée de ces élèves en classe ordinaire, la direction de l'établissement est toutefois compétente pour apprécier si les éventuelles insuffisances reposent sur une maîtrise encore trop faible du français pour atteindre les objectifs fixés dans d'autres disciplines et prendre les mesures d'orientation adéquates. Le bulletin scolaire doit être explicite sur les éventuels aménagements.

³ Les élèves non francophones, inscrits à leur arrivée à Genève au cycle d'orientation, peuvent exceptionnellement être dispensés de l'étude de l'allemand, notamment lorsqu'ils ont une scolarisation antérieure incomplète ou de trop nombreuses difficultés d'apprentissage. Cette mesure doit leur permettre de renforcer leurs apprentissages dans les autres disciplines, tout particulièrement en français. Ces élèves ainsi que leurs parents ou représentants légaux sont rendus attentifs aux conséquences que peut entraîner cette dispense sur leurs études ultérieures.

Art. 32 Admissions extérieures

¹ Les élèves francophones scolarisés précédemment hors du canton et remplissant les conditions de l'article 25 sont admis, à leur demande, sur la base d'épreuves pédagogiques et de tests de raisonnement. Les parents ou représentants légaux sont tenus de fournir les documents scolaires officiels antérieurs.

² Les élèves francophones issus d'une école publique romande sont, en principe, dispensés des épreuves et/ou des tests et admis dans l'année correspondant à leur situation scolaire. Ils sont orientés dans un regroupement ou une section correspondant à l'orientation à laquelle ils auraient eu accès dans le canton de provenance. Dans les situations particulières, la passation de tests de raisonnement ou d'épreuves d'orientation est exigée.

Art. 33 Ecoles privées

¹ Les élèves provenant des écoles privées passent en principe des épreuves pédagogiques et des tests de raisonnement.

² Pour les admissions en 9^e année, les directions des écoles privées genevoises peuvent formuler des préavis d'orientation détaillés en complément des bulletins scolaires.

³ Pour les admissions en 10^e et 11^e années, les écoles genevoises de provenance peuvent présenter des demandes de dispenses d'épreuves en les motivant.

Art. 34 Rattrapages

¹ Les élèves qui n'auraient pas étudié au préalable l'une des disciplines requises pour accéder à un regroupement ou une section peuvent être tenus à un rattrapage, notamment en langues.

² Le cycle d'orientation fournit à ses élèves le matériel, le programme à effectuer, les délais et des possibilités de soutien dans le cadre du soutien pédagogique. Le travail effectif relève de l'élève.

³ L'évaluation de l'élève dans la discipline concernée tient compte de sa situation et fait l'objet d'une indication explicite sur le bulletin scolaire.

Chapitre VIII Evaluation et travail scolaire

Art. 35 Objectifs

¹ L'évaluation peut prendre diverses formes, notamment certificative, formative ou diagnostique. Des directives de la direction générale précisent le cadre de l'évaluation dans ses différentes formes ainsi que les modalités.

² L'évaluation porte sur les objectifs d'apprentissage du plan d'études et s'inscrit dans le cadre des progressions telles que définies dans celui-ci. Elle permet de vérifier le niveau de maîtrise de l'élève face aux attentes fixées par le plan d'études.

³ Elle est utile à la progression, à l'orientation de l'élève et vise à mettre en valeur les acquisitions.

Art. 36 Bases d'évaluation

¹ L'évaluation certificative est réalisée notamment au travers des travaux exécutés en classe, des interrogations écrites ou orales, des travaux personnels ou de groupe.

² Les notes attribuées aux travaux s'inscrivent sur une échelle de 1 à 6, sous réserve de l'alinéa 4. Une précision supérieure à la fraction $\frac{1}{2}$ n'est pas autorisée.

³ Le seuil de suffisance est fixé à 4,0: les notes égales ou supérieures à 4,0 sont considérées comme suffisantes; les notes inférieures à 4,0 sont considérées comme insuffisantes.

⁴ Sauf exceptions pour motifs valables, la note 1 est attribuée à un travail non rendu ou non exécuté. En cas de fraude ou tentative de fraude, le travail se voit attribuer la note 0.

⁵ L'élève empêché, même pour un motif reconnu valable, de faire un travail écrit, peut être tenu de le faire à une autre date fixée par la maîtresse ou le maître.

⁶ Dans l'évaluation du travail, il peut être tenu compte de la situation particulière de l'élève, telle que la santé, la langue maternelle (au sens de l'article 31, alinéa 2) ou un contexte exceptionnel, sous la responsabilité de la direction. Si des adaptations conséquentes et modifiant la valeur de l'évaluation sont nécessaires, un commentaire dans le bulletin scolaire précisera les aménagements dont a bénéficié l'élève concerné.

Art. 37 Notes périodiques

¹ Hormis dans le domaine de la formation générale, toutes les disciplines enseignées font l'objet d'une évaluation chiffrée.

² A la fin de chaque période, une moyenne des notes est établie pour chaque discipline sur la base de l'ensemble des divers travaux effectués.

³ Les moyennes annuelles sont établies sur la base des moyennes périodiques.

⁴ Les moyennes périodiques ou annuelles sont arrondies au dixième. Tout degré de précision supérieur n'est pas autorisé.

⁵ Lors d'un transfert dans un autre regroupement ou dans une autre section en cours d'année, les notes antérieures ne sont pas maintenues.

Art. 38 Travaux écrits

Les élèves sont tenus de conserver leurs travaux écrits jusqu'à la fin de l'année scolaire. Ces documents doivent pouvoir être consultés à tout moment par les parents ou représentants légaux, par les enseignants et par la direction.

Art. 39 Travaux à domicile

¹ Chaque élève dispose d'un carnet des travaux à domicile. Ce carnet est tenu de façon que parents ou représentants légaux, élèves et maîtresses et maîtres puissent y trouver facilement tous les renseignements nécessaires.

² Les maîtres aident les élèves à organiser le travail à domicile et en supervisent la répartition ainsi que la quantité hebdomadaire.

³ Les élèves doivent fournir un travail régulier. Ils apprennent progressivement à organiser leur travail sur la semaine.

⁴ Une moyenne journalière d'une heure de travail scolaire en dehors de la classe et sur l'ensemble de la semaine est considérée comme adaptée aux élèves du cycle d'orientation.

⁵ En fonction des besoins de l'établissement, les directions peuvent mettre en place des modalités d'accompagnement des devoirs au sein de l'école.

Art. 40 Epreuves communes

¹ L'évaluation commune certificative fournit un bilan des connaissances et compétences maîtrisées à l'élève, à ses parents ou représentants légaux et à l'école. Elle permet de situer le niveau de l'élève et de la classe à un moment donné, par rapport aux objectifs d'apprentissage et aux attentes définies dans le plan d'études et par rapport aux autres élèves du canton.

² L'évaluation commune prend la forme des épreuves communes qui portent notamment sur les disciplines principales.

³ Les épreuves communes sont élaborées par des commissions de travail auxquelles participent des enseignantes et des enseignants, sous la responsabilité de la direction générale.

⁴ Elles sont passées par l'ensemble des élèves des classes ordinaires d'une année. Le calendrier et le champ des épreuves communes sont communiqués préalablement aux élèves et à leurs parents ou représentants légaux.

⁵ Les épreuves communes entrent dans la composition de la moyenne selon les directives de la direction générale.

⁶ Les résultats sont communiqués aux parents ou représentants légaux et apparaissent dans le bulletin scolaire.

Chapitre IX Orientation, soutien, aides et passerelles

Art. 41 Orientation et parcours scolaire de l'élève au cycle d'orientation

¹ L'enseignement vise d'abord à la progression des élèves plutôt qu'à leur sélection.

² L'orientation est à considérer comme un processus continu se développant depuis la fin de l'enseignement primaire jusqu'au début de l'enseignement postobligatoire.

³ Les décisions d'orientation, y compris les décisions de réorientation, sont notamment établies sur la base de l'observation directe, des moyennes périodiques ou annuelles, et d'entretiens avec l'élève et ses parents ou représentants légaux.

⁴ Une attention toute particulière, tant dans l'organisation que dans le soutien aux élèves, est accordée à l'orientation promotionnelle. Il s'agit de soutenir et d'accompagner les élèves obtenant de très bons résultats dans leur regroupement ou section et déployant des efforts pour accéder à un regroupement ou une section aux attentes immédiatement plus élevées. Le soutien peut être donné avant et/ou après le transfert.

⁵ Lorsqu'un élève rencontre des difficultés à se maintenir dans son regroupement ou sa section ou lorsqu'il est réorienté, l'école prévoira également un soutien.

⁶ Les choix de profil au sein de la section LS portent sur l'année scolaire entière.

Art. 42 Information, orientation scolaires et professionnelle

¹ L'orientation et le parcours scolaire de l'élève sont notamment soutenus par une information scolaire et professionnelle destinée à tous les élèves et se déployant depuis la première année du cycle d'orientation.

² L'élève est sensibilisé à la diversité des filières et parcours professionnels. Il apprend progressivement à élaborer des choix de formation scolaire et/ou professionnelle.

³ Le programme des activités et enseignements donnés dans ce cadre est élaboré avec la contribution de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue. Ce dernier participe tant à la formation des enseignants qu'à la mise en place concrète des activités (journées, stages, visites, séances pour les parents, etc.).

⁴ La conseillère ou le conseiller d'orientation scolaire et professionnelle détaché par l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue assure la fonction d'appui aux activités d'information scolaire et professionnelle de l'établissement ainsi que d'aide à l'élaboration des projets d'études ou de formation professionnelle auprès des élèves ou de groupes d'élèves, de leurs parents et des autres partenaires de l'école. Ses prestations sont définies par un accord entre le cycle d'orientation et l'office.

Art. 43 Réorientations

¹ Une réorientation peut intervenir en cours d'année ou au passage d'une année à l'autre, notamment en fonction des résultats de l'élève. La décision relève de la direction de l'établissement.

Réorientation au passage d'une année à l'autre

² La réorientation s'effectue soit par un changement vers un regroupement ou une section aux attentes immédiatement plus élevées (orientation promotionnelle directe ou redoublement promotionnel), soit vers un regroupement ou une section aux attentes immédiatement moins élevées, en cas de non promotion et en l'absence d'un redoublement.

³ L'orientation promotionnelle directe permet à un élève d'être admis directement l'année suivante dans une section aux attentes immédiatement plus élevées, si, en fin de 9^e ou de 10^e année, il est promu avec une moyenne générale d'au moins 4,8 et s'il a obtenu au plus une seule moyenne annuelle insuffisante, à l'exclusion du français et des mathématiques.

Réorientation en cours d'année

⁴ Une réorientation peut intervenir en cours d'année, lorsque l'école et les parents ou les représentants légaux conviennent que cela est utile à l'élève. Dans ces situations, les normes relatives à l'orientation promotionnelle

décrites ci-dessus ou, en cas de trop grandes difficultés, celles fixant les conditions de promotion annuelle fournissent un repère.

Art. 44 Conseils d'orientation

Le conseil de classe

¹ Les maîtresses et les maîtres qui enseignent dans une même classe forment le conseil de classe qui est réuni au moins à la fin de chaque période par un membre de la direction. Il examine la situation de chaque élève de la classe et formule, le cas échéant, un préavis concernant les mesures d'orientation. Le conseil de classe débat également de questions touchant l'atmosphère générale de la classe.

Le conseil d'école

² Les maîtresses et les maîtres qui enseignent dans un établissement du cycle d'orientation forment le conseil d'école, qui peut être réuni par la directrice ou le directeur afin d'examiner les situations d'élèves et de formuler des préavis d'orientation, en veillant à l'égalité de traitement des situations étudiées.

³ Les conseillères et les conseillers sociaux, les infirmières et les infirmiers, les conseillères et les conseillers d'orientation et les psychologues participent aux conseils d'orientation avec voix consultative, en principe en fonction des élèves qu'elles ou qu'ils connaissent ou à la requête de la direction de l'établissement.

⁴ Toute situation qui appelle un examen par un conseil doit avoir été étudiée préalablement avec les parents ou représentants légaux. La teneur des délibérations des conseils ne fait l'objet d'aucune communication.

Art. 45 Décision d'orientation

¹ L'orientation des élèves relève de la responsabilité des directions des établissements. Elle comprend notamment la promotion, le redoublement et la dérogation.

² La directrice ou le directeur peut statuer, dans des situations exceptionnelles, sur une orientation par dérogation dans un regroupement ou une section dont un élève ne remplit pas pleinement les conditions d'admission. La situation scolaire de l'élève est ensuite examinée à l'issue de la première période. En cas d'échec, une réorientation peut alors être imposée en cours d'année déjà.

³ La direction générale précise par directive les conditions dans lesquelles une dérogation peut être examinée.

⁴ Dans certains cas exceptionnels, d'autres mesures peuvent être prises par la directrice ou le directeur si elle ou il l'estime nécessaire.

Art. 46 Soutien pédagogique

¹ Les directions mettent un soutien pédagogique à disposition des élèves qui rencontrent des difficultés spécifiques dans une discipline, ou sur un plan particulier affectant éventuellement plusieurs disciplines. Ce soutien peut prendre la forme de divers dispositifs tels que, par exemple, dépannage, appui, rattrapage, cercle d'étude, méthodes de travail, tutorat scolaire et études surveillées.

² L'organisation du soutien pédagogique est adaptée au contexte de chaque établissement et évaluée régulièrement par les directions de collège et la direction générale.

³ La discipline et la fréquentation de ces dispositifs répondent aux règles appliquées dans les classes ordinaires.

⁴ Il est attendu que les élèves bénéficiant de ces dispositifs complémentaires manifestent un engagement particulier.

Art. 47 Passerelles

¹ Les passerelles doivent permettre aux élèves qui en montrent les capacités et qui sont prêts à fournir les efforts nécessaires de préparer et/ou d'accompagner leur changement d'orientation.

² Elles facilitent les transferts en cours ou en fin d'année et soutiennent l'élève dans son nouveau regroupement ou sa nouvelle section.

³ Les passerelles visent prioritairement la mise à niveau dans les disciplines dont les niveaux d'attente varient d'un regroupement ou d'une section à l'autre ou dans celles qui constituent la spécificité du profil ou de la section.

⁴ Les passerelles peuvent aussi viser à soutenir un élève ayant changé de regroupement ou de section en raison de difficultés accrues dans certaines disciplines. Elles l'aideront alors à consolider ses connaissances afin de renouer avec la réussite dans sa nouvelle orientation.

⁵ Les passerelles peuvent prendre des formes et des modes d'organisation variables, dans et/ou hors de la grille horaire de l'élève, comme par exemple une différenciation du travail au sein même de la classe ou l'organisation de stages, de cours supplémentaires, d'accompagnement personnalisé, de regroupement temporaire d'élèves, de cours d'appui d'été. Une directive de la direction générale fixe un cadre général et définit des outils communs. Les directions des établissements choisissent les modalités les plus pertinentes pour répondre aux besoins spécifiques des établissements selon les situations.

Art. 48 Compléments en 11^e année

¹ Les élèves des sections LC ou CT qui ont obtenu en 10^e année de très bons résultats en mathématiques ou dans les langues vivantes et qui montrent la détermination d'accéder à un niveau d'attentes immédiatement supérieur dans l'une de ces disciplines peuvent accéder à des passerelles complémentaires.

² Elles visent à préparer ces élèves à l'évaluation commune de la section aux attentes immédiatement supérieures dans la discipline concernée.

³ L'accès à ces passerelles complémentaires est déterminé au cours de la 10^e année, sur la base des moyennes, d'évaluations ou de bilans complémentaires ainsi que de l'engagement de l'élève.

Art. 49 Elèves en grandes difficultés scolaires de regroupement 1 et des classes de CT

¹ La prise en charge des élèves en grandes difficultés scolaires concerne l'ensemble de la communauté scolaire. Elle doit être envisagée d'abord du point de vue pédagogique.

² Les enseignantes et les enseignants d'une classe accueillant des élèves en grandes difficultés scolaires bénéficient de temps de concertation pour mettre en place objectifs et modalités de prise en charge et discuter des difficultés rencontrées. Elles ou ils peuvent suivre des formations spécifiques pour l'enseignement à ce type d'élèves. Lorsque c'est nécessaire, elles ou ils bénéficient de l'accompagnement régulier par la ou le psychologue de l'établissement qui peut être invité à participer aux séances de concertation.

³ En 10^e ou 11^e CT, l'élève admis par dérogation suite à un échec grave peut exceptionnellement être dispensé de suivre une discipline (en principe une langue seconde) au profit d'un approfondissement du reste de la formation. Cette mesure dérogatoire individuelle prise par la direction d'école fait l'objet d'une formalisation avec l'élève et ses parents ou représentants légaux qui sont clairement informés des conséquences sur la suite du parcours de formation.

⁴ Une directive de la direction générale définit les modalités relatives aux dispenses et à leur suivi ainsi que les conditions de telles prises en charge, par exemple équipe restreinte visée, possibilité de co-maîtrise ou de co-enseignement sur certaines heures, concertation et travail en équipe.

Art. 50 Elèves en grandes difficultés comportementales

¹ La prise en charge des élèves en grandes difficultés comportementales concerne l'ensemble de la communauté scolaire. Elle doit être envisagée d'abord du point de vue pédagogique.

² Toutefois, lorsqu'un élève en grandes difficultés comportementales met durablement en échec lui-même ou les autres acteurs de l'école (élèves ou enseignants), et que les mesures scolaires ou pédagogiques ainsi que les mesures de soutien à l'élève ou aux autres acteurs n'ont pas permis d'améliorer sensiblement la situation, les mesures de protection ou de prise en charge temporaires suivantes peuvent être prises :

- a) placement temporaire dans un dispositif relais interne ou externe à l'établissement : des élèves ne parvenant pas à s'adapter aux nécessités des structures ordinaires peuvent être pris en charge de manière temporaire dans des dispositifs relais. Ces modalités ne constituent pas une orientation, mais doivent viser au maintien de l'élève dans un processus de scolarisation ou sa prise en charge ultérieure par d'autres structures;
- b) dans certains cas exceptionnels, scolarisation individuelle, partiellement ou totalement à domicile pendant la recherche de solutions de prise en charge, d'accompagnement ou de placement durables, en concertation étroite avec les services de l'office médico-pédagogique ou de l'office de la jeunesse;
- c) transfert de l'élève dans une structure de prise en charge adéquate de l'office médico-pédagogique. Une directive commune de cet office et de la direction générale du cycle d'orientation précise les modalités de mise en place d'un tel projet et le rôle des acteurs.

³ Pour toutes ces situations, les parents ou représentants légaux sont associés et tenus de collaborer aux démarches de l'école pour assurer le meilleur encadrement possible et sont informés par écrit des modalités retenues.

⁴ Les décisions de scolarisation temporaire hors de l'établissement sont prises après concertation avec la direction générale.

Art. 51 Ressources spécifiques

¹ La direction générale alloue des ressources spécifiques aux dispositifs de soutien pédagogique ainsi qu'aux passerelles et à la prise en charge particulière des élèves en grandes difficultés scolaires ou comportementales en tenant compte de la taille de l'établissement et de son environnement.

² Les établissements bénéficient d'une allocation spécifique sur la base des classes de 9^e regroupement 1 ou de 10^e et 11^e CT. Les modalités d'application figurent dans la directive de la direction générale.

³ Les directions d'établissement présentent à la direction générale leur plan de prise en charge des élèves en grandes difficultés scolaires ou comportementales, ainsi que le tableau des mesures mises en place, avec leur coût.

Art. 52 Aide psychologique, socio-éducative et médicale

¹ Chaque établissement du cycle d'orientation bénéficie des compétences de professionnels qualifiés dont la mission consiste d'une part à favoriser la scolarisation et l'orientation continue de tous les élèves, d'autre part à développer des actions de prévention et à assurer le suivi des élèves en collaboration avec les services externes responsables.

² Le soutien apporté par ces professionnels est destiné aussi bien à des élèves en particulier qu'à des groupes d'élèves ou des classes. Les demandes du personnel de l'établissement sont également prises en considération.

³ Le travail de ces professionnels est coordonné par la direction de l'établissement. Ils sont notamment étroitement associés au travail des équipes pédagogiques en charge de classes du regroupement 1 ou de la section CT. Ils aident les enseignants à prendre en charge de la manière la plus adéquate possible les élèves en fragilité scolaire ou présentant des difficultés de comportement.

⁴ La conseillère ou le conseiller social intervient à la fois en activant des outils relevant du service social, de l'éducation, de l'animation ou de la médiation sur toutes les questions qui lui sont soumises, qu'elles soient d'ordre social, scolaire, personnel ou familial.

⁵ La ou le psychologue détaché par l'office médico-pédagogique assure notamment les fonctions d'assistance psychologique et psychothérapeutique et d'aide à l'orientation auprès des élèves ou de groupes d'élèves, de leurs parents et des autres partenaires de l'école. Ses prestations sont définies par un accord entre le cycle d'orientation et l'office.

⁶ L'infirmière ou l'infirmier du service de santé de la jeunesse répond à toutes les questions concernant la santé, organise des visites de santé et assure le suivi des élèves, en relation avec les parents, la direction de l'école et la ou le médecin traitant.

⁷ Le rôle des conseillers et conseillères d'orientation scolaire et professionnelle détachés dans les établissements par l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue est décrit à l'article 42, alinéa 4.

⁸ La répartition des professionnels qualifiés peut varier d'un établissement à l'autre. Elle est assurée par la direction générale ou effectuée avec son accord lorsque les professionnels sont détachés dans les établissements par d'autres services ou offices.

Chapitre X Promotion, redoublement et certificat

Art. 53 Conditions de promotion

Norme de base

¹ Une moyenne annuelle de 4,0 est requise pour chaque discipline.

Tolérances

² Les tolérances suivantes sont admises :

- a) l'élève qui ne remplit pas la norme de base est néanmoins promu selon l'une des 3 tolérances suivantes : l'élève n'a pas plus de trois moyennes annuelles entre 3,5 et 3,9, ou pas plus d'une moyenne annuelle entre 3,0 et 3,4 et une autre entre 3,5 et 3,9, ou enfin une seule moyenne annuelle entre 2,5 et 2,9;
- b) en outre, la moyenne générale ainsi que la moyenne des disciplines principales doivent être au moins égales à 4,0;
- c) dans tous les cas la moyenne annuelle minimale de 3,5 est exigée en français et mathématiques.

³ Sauf dans des situations exceptionnelles, il faut un minimum de 2 périodes pour constituer des moyennes annuelles déterminant la promotion.

Art. 54 Elèves promus

¹ Les élèves promus des regroupements 1, 2 et 3 de 9^e sont admis respectivement dans les sections communication et technologie (CT), langues vivantes et communication (LC) et littéraire-scientifique (LS).

² Les élèves promus de 10^e ont accès à la 11^e année dans la même section.

Redoublement promotionnel

³ Un élève promu peut demander à redoubler dans un regroupement ou une section aux niveaux d'attente immédiatement plus élevés à condition qu'il n'ait pas déjà redoublé une année au cycle d'orientation.

Orientation promotionnelle

⁴ Un élève qui remplit les normes d'orientation promotionnelle décrites à l'article 43, alinéa 3, peut demander une réorientation vers une section aux niveaux d'attente immédiatement plus élevés.

Art. 55 Elèves non promus

¹ Un élève qui ne remplit pas les conditions de promotion peut être admis par dérogation l'année suivante dans une section aux niveaux d'attente immédiatement moins élevés dont on considère alors qu'il remplit, en principe, les normes d'admission.

² L'élève non promu de 9^e, regroupement 1 ou de 10^e section CT et pour lequel un redoublement ou une entrée en classe atelier ne sont pas pertinents à ce stade, peut être admis par dérogation dans une classe de 10^e CT ou 11^e CT l'année suivante.

³ La direction fixe les passerelles nécessaires.

Art. 56 Redoublement

¹ Un élève qui ne remplit pas les conditions de promotion peut demander à redoubler son année dans le même regroupement ou dans la même section.

² La direction examine les demandes de redoublement notamment sur la base des efforts fournis par l'élève, de son parcours, de sa situation ainsi que du préavis des professionnels de l'école qui le connaissent.

³ Le redoublement ne peut être accordé qu'une fois au cours du cycle d'orientation et pour autant que l'élève n'atteigne pas l'âge de 18 ans au cours de la 11^e année de scolarité.

⁴ En cas d'échec au cours d'un redoublement, la directrice ou le directeur peut imposer une réorientation sans attendre la fin de l'année en cours.

Art. 57 Certificat

¹ Le certificat est décerné par la direction, sur proposition du conseil de classe, à l'élève qui remplit simultanément les 3 critères suivants :

- a) une moyenne générale de travail au moins égale à 4,8;
- b) une moyenne annuelle au moins égale à 4,0 dans chaque discipline;
- c) un comportement satisfaisant.

² La direction, en particulier sur proposition du conseil de classe, peut accorder un certificat par dérogation, si des circonstances ou si les efforts particuliers fournis par l'élève méritent un tel encouragement.

Art. 58 Refus de certificat

La direction, le cas échéant sur proposition du conseil de classe, peut priver du certificat un élève qui a commis un écart grave de comportement tel qu'une violence verbale ou physique envers un élève ou un adulte, une atteinte aux biens d'autrui, l'inobservation d'une consigne touchant à la sécurité.

Chapitre XI Transition entre le cycle d'orientation et l'enseignement secondaire II postobligatoire

Art. 59 Elèves promus de 11^e année

¹ Tout élève qui remplit les conditions de promotion de sa section à la fin de sa dernière année au cycle d'orientation a le droit d'accéder directement à une filière certifiante de l'enseignement secondaire II correspondant à sa section.

² Pour certaines filières professionnelles, la passation de concours d'entrée spécifiques est demandée en sus de la promotion ordinaire.

³ Un élève peut accéder directement à une filière de formation plus exigeante de l'enseignement secondaire II que celle à laquelle la promotion ordinaire de sa section donne accès, aux conditions suivantes :

- a) il est promu avec une moyenne générale d'au moins 4,8 et a au plus une seule moyenne annuelle insuffisante (à l'exclusion du français et des mathématiques);
- b) il répond aux conditions fixées par les règlements des écoles du degré secondaire II établis en accord avec le cycle d'orientation.

⁴ Les élèves de section CT peuvent notamment accéder aux filières de transition de l'enseignement secondaire II conduisant au certificat de culture générale ou du centre de formation professionnelle commerciale à plein temps.

Art. 60 Elèves non promus de 11^e année

¹ Les élèves non promus du cycle d'orientation et qui ne redoublent pas ont le droit d'accéder aux conditions déterminées par la loi sur l'instruction publique à des filières de formation du degré secondaire II moins exigeantes que celles ouvertes normalement aux élèves promus de leur section.

² Les élèves non promus de section CT ont accès au dispositif de transition de l'enseignement secondaire II conduisant aux filières professionnelles ou aux attestations fédérales ou cantonales de formation professionnelle en 2 ans.

Chapitre XII Comportement des élèves

Art. 61 Principes

¹ La direction, les enseignantes et les enseignants attendent des élèves qu'ils respectent les personnes et le cadre de vie afin que l'établissement scolaire puisse être un espace favorisant l'étude, l'apprentissage et la vie en commun.

² La direction, les enseignantes et les enseignants tendent à développer chez leurs élèves l'esprit de collaboration, d'entraide et de solidarité, ainsi que le sens des responsabilités.

³ Les élèves doivent collaborer à la bonne tenue générale de la classe et au maintien de la discipline.

⁴ Les règles de comportement sont définies dans le règlement interne de l'établissement.

Art. 62 Obligation de suivre les cours

¹ Les élèves sont tenus de suivre tous les cours prévus à leur horaire, sauf dispense accordée par la direction du collège.

² En cas de modification exceptionnelle et/ou temporaire et prévisible de l'horaire de l'élève, la direction du collège prend les mesures nécessaires pour informer les parents.

Art. 63 Contrôle de la fréquentation scolaire

Les enseignantes et les enseignants contrôlent la fréquentation scolaire, en conservent la trace et peuvent en rendre compte tout au long de l'année.

Art. 64 Absences des élèves

¹ Les élèves ne sont autorisés à s'absenter que dans les cas de maladie, d'accident, de deuil ou de force majeure dûment motivés.

² Pour toute absence prévisible les parents sont tenus d'adresser au moins 15 jours auparavant à la direction du collège une demande de congé écrite et motivée, le cas échéant avec pièce justificative à l'appui.

³ Si une absence qui n'a pu être prévue et signalée dure plus de 2 jours, les parents doivent en informer la maîtresse ou le maître de classe.

⁴ L'enfant qui a manqué l'école sans avoir présenté de demande préalable de congé est tenu de fournir, à son retour en classe, un message écrit, signé des parents ou du répondant, indiquant le motif précis et la durée de l'absence. En cas d'absence pour maladie, un certificat médical peut être exigé.

⁵ Si, après 3 jours d'absence, la maîtresse ou le maître de classe n'a pas de nouvelles de l'élève, elle ou il doit prendre contact avec les parents ou la représentante ou le représentant légal et en informer la direction.

⁶ En cas d'absence non motivée ou dont le motif n'est pas reconnu valable, une sanction prévue à l'article 68 peut être infligée à l'élève.

⁷ Selon les cas, un rapport d'infraction aux dispositions légales sur l'instruction obligatoire peut être adressé à l'autorité de police compétente

pour infliger une contravention selon l'article 13 de la loi sur l'instruction publique.

Art. 65 Participation à des manifestations ou séjours pendant les heures et les périodes scolaires

¹ Les élèves peuvent exceptionnellement participer à des célébrations, à des manifestations ou à des séjours organisés pendant le temps réservé à l'enseignement s'ils y sont expressément autorisés par la direction du collège, la direction générale ou le chef du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (ci-après : département).

² Les demandes, écrites et motivées par les parents, doivent être adressées au moins 15 jours à l'avance :

- a) à la direction du collège, s'il s'agit d'un seul élève ou d'un groupe d'élèves de la même classe ou de la même école;
- b) à la direction générale, s'il s'agit d'un groupe d'élèves répartis dans plusieurs écoles différentes;
- c) à la présidence du département, s'il s'agit d'un groupe d'élèves appartenant à plusieurs ordres d'enseignement.

Art. 66 Arrivées tardives

¹ Les élèves sont tenus de se présenter à l'école aux heures fixées à l'horaire.

² En cas d'arrivée tardive non motivée ou dont le motif n'est pas reconnu valable, une sanction peut être infligée.

³ Les arrivées tardives répétées et non motivées ou dont le motif n'est pas reconnu valable sont considérées comme une infraction aux dispositions concernant la scolarité obligatoire.

Art. 67 Discipline

¹ En matière disciplinaire, l'autorité des adultes de l'école s'exerce sur tous les élèves de l'établissement.

² Dans le cadre scolaire et lors des activités organisées par l'école, les adultes sont tenus de faire respecter le règlement interne de l'établissement.

³ L'élève dont la conduite est répréhensible dans ou hors de l'école peut être l'objet de sanctions conformément à l'article 68.

⁴ Dans certains cas d'indiscipline grave telle que violence verbale ou physique, l'élève peut être momentanément suspendu des cours par la direction de l'établissement en attente d'une solution concernant la poursuite de sa scolarité.

Art. 68 Sanctions disciplinaires

¹ Toute sanction doit, dans la mesure du possible, revêtir un caractère éducatif.

² Une faute disciplinaire ne peut entraîner qu'une sanction disciplinaire. Elle ne peut être infligée sans que l'élève ne soit informé et, dans les cas graves, sans que l'élève, les parents ou les représentants légaux ne soient entendus.

³ Les infractions à la discipline et les absences ou arrivées tardives sans motif valable peuvent entraîner les sanctions suivantes prises par la maîtresse ou le maître :

- a) un travail supplémentaire;
- b) une observation dans le carnet de l'élève;
- c) le renvoi de toute ou partie de la leçon. L'école assure la surveillance de l'élève renvoyé et informe les parents;
- d) une retenue à l'école.

⁴ Sont de la compétence de la direction du collège les sanctions suivantes :

- a) l'exclusion des leçons d'une demi-journée à 2 semaines. L'école détermine le travail scolaire à effectuer à l'école ou à domicile sous la responsabilité des parents;
- b) l'exclusion temporaire d'un cours. L'école détermine le travail scolaire à effectuer à l'école ou à domicile sous la responsabilité des parents;
- c) un travail d'intérêt général dans le cadre de l'école.

⁵ Est de la compétence de la direction générale l'exclusion de l'école de plus de 2 semaines.

Art. 69 Dégâts aux locaux et au matériel

¹ Les élèves sont tenus de respecter le bâtiment, le mobilier et le matériel de l'école ainsi que les objets propriété de tiers.

² En cas de dégâts causés par les élèves au bâtiment, au mobilier et/ou au matériel se trouvant dans le périmètre de l'école, des sanctions peuvent être prises à leur encontre; leurs parents ou leurs représentants légaux peuvent être appelés à supporter les frais de réparation ou de remise en état.

³ En outre, les auteurs de dégâts volontaires peuvent être dénoncés à l'autorité judiciaire.

Chapitre XIII Voies de recours

Art. 70 Recours hiérarchique

¹ Toute décision d'une direction de collège peut faire l'objet d'un recours en première instance auprès de la direction générale dans un délai de 30 jours dès sa communication.

² Le résultat d'une évaluation scolaire ou d'aptitude, exprimé ou non sous forme de note, ne peut être revu par l'autorité de recours.

³ Il ne peut pas faire l'objet d'un recours, sauf pour motif d'illégalité ou d'arbitraire et uniquement lorsqu'il constitue le fondement direct :

- a) d'une orientation scolaire;
- b) d'une promotion au degré suivant;
- c) de l'obtention du certificat.

⁴ L'autorité qui a pris la décision doit la reconsidérer dans les cas visés par la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985.

Art. 71 Recours au Tribunal administratif

¹ Le recours au Tribunal administratif est ouvert contre les décisions de la direction générale, dans un délai de 30 jours.

² L'article 70, alinéas 2 et 3, du présent règlement est applicable.

Chapitre XIV Dispositions finales et transitoires

Art. 72 Clause abrogatoire

Le règlement du cycle d'orientation 2001, du 10 octobre 2001, est abrogé le 26 août 2013.

Art. 73 Dispositions transitoires

¹ Pendant l'année scolaire 2010-2011, le présent règlement ne s'applique qu'aux conditions d'admission en première année du cycle d'orientation pour l'année 2011-2012.

² Pendant l'année scolaire 2011-2012, les élèves des degrés 10 et 11 sont encore soumis aux dispositions du règlement du cycle d'orientation 2001, du 10 octobre 2001.

³ Pendant l'année scolaire 2012-2013, les élèves du degré 11 sont encore soumis aux dispositions du règlement du cycle d'orientation 2001, du 10 octobre 2001.

Art. 74 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 30 août 2010.

* * *

Art. 75 Modifications à d'autres règlements

¹ le règlement de l'enseignement primaire, du 7 juillet 1993 (C 1 10.21), est modifié comme suit :

Art. 53, al. 1 (nouvelle teneur)

¹ L'élève qui a obtenu une note au moins égale à 3,0 de moyenne annuelle dans les disciplines français I (communication), français II (grammaire, vocabulaire, conjugaison, orthographe) et mathématiques passe au cycle d'orientation. Il est admis dans l'un des 3 regroupements dont il remplit les conditions définies par le règlement du cycle d'orientation, du ... (*à compléter*).

Art. 54 Admission au cycle d'orientation (nouvelle teneur)

Pour le surplus, l'admission au cycle d'orientation de l'enseignement secondaire est déterminée par les règlements du cycle d'orientation.

* * *

² Le règlement de l'enseignement secondaire, du 14 octobre 1998 (C 1 10.24), est modifié comme suit :

Art. 12 Coursus de l'élève (nouvelle teneur)

Les dispositions concernant les conditions d'admission, d'évaluation du travail, ainsi que de promotion et d'orientation des élèves sont fixées par les règlements du cycle d'orientation.

* * *

³ Le règlement du cycle d'orientation, du 10 octobre 2001 (C 1 10.27), est modifié comme suit :

Règlement du cycle d'orientation 2001 (nouvelle teneur)

2^e considérant (nouvelle teneur)

vu la loi sur l'instruction publique, du 6 novembre 1940 (ci-après : la loi sur l'instruction publique);

Chapitre I Champ d'application et objectifs du cycle d'orientation (nouvelle teneur)

Art. 1 Champ d'application (nouveau, l'art. 1 ancien devenant l'art. 1A)

Le présent règlement s'applique :

- a) pour l'année scolaire 2010-2011 aux élèves des 7^e, 8^e et 9^e années;
- b) pour l'année scolaire 2011-2012 aux élèves des degrés 10 et 11;
- c) pour l'année scolaire 2012-2013 aux élèves du degré 11.

* * *

⁴ Le règlement relatif à l'enseignement privé, du 27 août 2008 (C 1 10.83), est modifié comme suit :

Art. 15, al. 1, lettre b (nouvelle teneur)

- ¹ L'enseignement en milieu privé est soumis à certaines dispositions :
 - b) des règlements du cycle d'orientation.

Certifié conforme
La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

EXPOSÉ DES MOTIFS DU REGLEMENT C 1 10.27

I. Adoption par le peuple genevois du contre projet à l'IN 134 et retrait de l'IN 138

La loi modifiant la loi sur l'instruction (Un cycle d'orientation exigeant et formateur pour tous) (C 1 10 - 10176), du 12 juin 2008, (Contreprojet à l'IN 134 "Pour un cycle qui oriente") a été adoptée par le peuple genevois le 17 mai 2009. A la suite de ce vote l'IN 138 a été retirée ce qui permet l'entrée en force de la loi 10176.

L'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire du 14 juin 2007 (Concordat HARMOS), entré en vigueur le 1^{er} août 2009, est un nouveau concordat scolaire suisse. La loi autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (C 1 06.0) est entrée en vigueur le 24 février 2009. Le Conseil d'Etat avait examiné et adopté cette loi, alors à l'état de projet, lors de sa séance du 10 septembre 2008.

La rentrée 2011 verra donc la mise en place simultanée et cohérente au Cycle d'orientation (CO) de la loi 10176 et de plusieurs aspects découlant de l'harmonisation scolaire, notamment le nouveau plan d'études romand (PER). La nouvelle loi prévoit l'organisation du CO en trois regroupements et sections et développe un important dispositif pour favoriser l'orientation promotionnelle et assurer la prise en charge des élèves en difficulté.

Ces dispositions instituent un CO développant une ambition élevée pour chaque élève, exigeant de ce dernier un effort (répartition des regroupements et sections, nouvelles normes, niveaux d'exigence, disciplines principales) et prévoyant également les modalités de soutien aux élèves qui envisagent une réorientation ou rencontrent des difficultés.

Afin d'assurer une claire déclinaison de la loi 10176 dans les dispositions réglementaires présentées ci-dessous, ce sont tous les chapitres IV et VI à XI de l'actuel règlement du cycle d'orientation (C 1 10.27) qui ont été réorganisés selon la logique déclinée dans la loi 10176. Les premiers chapitres sont inchangés.

L'avant-projet de règlement du CO qui vous est présenté est le résultat d'un important travail d'élaboration conduit par la direction générale du CO et réunissant des représentant-e-s de la Fédération des associations professionnelles du personnel (FAMCO), de la Fédération des associations de parents d'élèves du CO (FAPECO) ainsi que les directions des établissements. Il a également fait l'objet d'une large consultation au cours

des mois de février et mars 2010. Ce sont ainsi plus de quarante partenaires institutionnels concernés par l'école et la formation qui ont pu faire part de leurs observations et propositions. Le projet a également été présenté les 14 et 21 avril 2001 à la Commission de l'enseignement, de l'éducation et de la culture du Grand Conseil, conformément aux engagements pris par le chef du département de l'Instruction publique de la culture et du sport, M. Charles Beer. Le projet de règlement issu de cette consultation a intégré grand nombre de propositions, ceci pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec la loi 10176 votée ou qu'elles ne posent pas de difficultés de réalisation ou de faisabilité.

Le présent projet de règlement est maintenant soumis au Conseil d'Etat, ceci afin que dès son adoption définitive l'information de l'ensemble des parents - plus spécifiquement ceux dont l'enfant entrera en 6^{ème} primaire - puisse être assurée. C'est ainsi avant l'été encore que ces parents et les professionnels de l'enseignement primaire comme du cycle d'orientation pourront être dûment informés et orientés. Ils disposeront ainsi des indications indispensables à la préparation de la première volée d'élèves de 6^{ème} primaire qui sera accueillie en août 2011 dans la nouvelle organisation du CO.

La nouvelle organisation du règlement du Cycle d'orientation se décline selon la même logique que la loi 10176, ce qui doit grandement faciliter sa lecture et contribuer à sa cohérence interne. La succession des chapitres consacrés à cette nouvelle organisation est donc la suivante : *VI Organisation – VII Admission et inscription – VIII Evaluation et travail scolaire – IX Orientation, soutien, aides et passerelles – X Promotion, redoublement et certificat – XI Transition entre le cycle d'orientation et l'enseignement secondaire II postobligatoire.*

Hormis les ajustements rendus nécessaires par la nouvelle loi et les reformulations, les éléments majeurs des nouvelles dispositions réglementaires d'application de la loi 10176 sont les suivants :

A. La nouvelle structure unique du CO

Elle se déploie en **trois regroupements** pour la première année du CO, nommée 9^{ème} selon la numérotation HarmoS des années de l'école obligatoire, **et en sections** aux 10^{ème} et 11^{ème} années. Les articles 20 à 24 précisent également la présence de **disciplines principales**.

B. Les nouvelles normes sont précisées pour

- **L'admission** au CO à l'issue de l'enseignement primaire, dans les articles 29 et 30 qui reprennent les exigences formulées dans le Rapport de la Commission du Grand Conseil (PL10176A) et se déclinent sur la base d'un total exigé pour les disciplines de passage ainsi que d'une note minimale pour chacune d'elles. Cela permet à la fois de viser des exigences élevées et de prendre en compte des profils d'élèves variés. Il convient également de préciser que la loi 10176 prévoit un équilibre entre des normes d'entrée au CO plus resserrées qu'aujourd'hui et un important dispositif pour favoriser l'orientation, particulièrement promotionnelle tout au long du CO. Le système scolaire n'est donc pas cloisonné, mais prévoit de multiples possibilités de réorientation au cours du CO, l'objectif général étant de ne pas diminuer la proportion d'élèves genevois-e-s accédant à des filières exigeantes de l'enseignement secondaire II postobligatoire.
- **L'évaluation** des élèves, dans les articles 36 et 37. Les disciplines enseignées sont notées et donnent lieu à une moyenne annuelle. La norme de suffisance passe à 4.0, ceci en harmonisation avec l'enseignement primaire et secondaire postobligatoire. Ce n'est pas le passage du seuil de suffisance de 3.5 actuellement à 4.0 qui aurait pour but d'augmenter la sélection. Ainsi un travail jugé suffisant et correspondant actuellement à la note de 3.5 sera sanctionné par une note de 4.0 dans les nouvelles dispositions et le reste de l'échelle ou du barème sera redistribué en conséquence. Par contre un haut niveau d'exigences est visé notamment par la réintroduction de disciplines principales (art. 21 alinéa 4) ainsi que par les normes de promotion (art. 53).
- La **promotion**, y compris vers l'enseignement secondaire II postobligatoire dans les articles 53 à 59.

C. L'orientation, le soutien, l'aide aux élèves en difficultés et les passerelles

Ces aspects sont déclinés dans les textes réglementaires afin d'assurer la mise en place et la pérennité d'un système scolaire souple, permettant aux élèves de développer un parcours scolaire le plus exigeant possible et correspondant au mieux à leurs compétences et capacités du moment.

- **L'orientation**, et particulièrement l'orientation promotionnelle et l'information scolaire et professionnelle tout au long du CO, sont décrites aux articles 41 et 42. L'article 43 fixe également les **possibilités de réorientation** en cours ou en fin d'année.

- Le **soutien pédagogique** régulier déjà connu actuellement est complété, aux articles 47 et 48, par le dispositif des **passerelles**, outils au service des élèves pour les préparer avant une réorientation ou les soutenir après celle-ci.
- La prise en charge des **élèves en grandes difficultés scolaires** est décrite à l'article 49 qui institue à la fois les mesures au bénéfice des élèves et les modalités permettant aux enseignants d'assurer une prise en charge adéquate.
- Les élèves rencontrant d'importantes **difficultés de comportement** font également l'objet d'un article nouveau (article 50) qui décrit les modalités de prise en charge à disposition, notamment les **dispositifs relais** internes ou externes.

L'ensemble des dispositifs ci-dessus feront l'objet d'une **attribution budgétaire spécifique** définie à l'article 51. De plus l'article 52, constituant jusqu'ici le chapitre IV du règlement, vient appuyer le soutien et l'aide aux élèves par la description générale de la mission dévolue aux professionnel-le-s intervenant au sein de l'établissement en soutien à la mission des enseignants.

II. Voies de recours

Le projet de règlement instaure un recours hiérarchique auprès de la direction générale du cycle d'orientation contre les décisions affectant les élèves, comme l'y autorise l'art. 20B de la Loi sur l'instruction publique.

Le recours hiérarchique auprès du conseiller d'Etat chargé du département est supprimé.

III. Refonte totale de l'actuel règlement du cycle d'orientation (C 1 10.27)

Compte tenu du fait que les dispositions transitoires de la loi 10176 prévoient que les élèves ayant commencé le CO avant l'entrée en vigueur des art. 52 à 55A sont soumis aux dispositions antérieures, sauf si, lorsqu'ils redoublent, ils rejoignent une volée d'élèves régis par elle, la forme législative choisie pour ancrer ses profondes modifications législatives a été celle d'une refonte totale du règlement du CO en prévoyant son application progressive.

Annexe

Tableau synoptique avec commentaire article par article